
*PV Conseil Participatif Good Food 2
Réunion du 26 octobre 2023 (9h30-12h30)*



Membres présents :

- FEVIA – ANNE REUL
- AIA - ELEONORE BARRELET
- FEDEAU - GAËTANE CHARLIER
- RDC – SÉBASTIEN KENNES
- FDSS - BRIGITTE GRISAR
- RABAD – BOYANA MENU
- FBPS – ZOÉ BOLAND
- FED HORECA – THOMAS KOK
- UCM – SILVIA DOGA
- SAW-B - CORINNE BERNAIR & LAURENT DROUSIE
- IEB - CATALINE SENECHAL
- PROVEG – LOÏCK LABAT
- COLLÈGE INTERMUTUALISTE – MATHILDE BALLIEU
- CULTURES & SANTÉ – MAITÉ CUVELIER
- SIPES – NOUHA HAJ AYED
- GASAP – TIMOTHÉE COLLIN

Administrations :

- BE - JOELLE VAN BAMBEKE
- BEE - MARIE DETIENNE

Animation & secrétariat :

- MÖBIUS – THOMAS DE ROMAGNOLI & COLINE QUESTIAUX

Invités et absents :

- CABINET MARON
- ASSOCIATION BELGE DES CONSOMMATEURS (BV OECO - AB REOC)
- BIOWALLONIE
- DDH
- COMEOS

Ordre du jour :

1. Introduction
2. État d'avancement et consultation sur les priorités pour 2024
3. Assemblée citoyenne : point d'information
4. Divers
5. Q&A

1. Introduction

Notes :

Les membres se présentent lors d'un **tour de table** pour faire connaissance, notamment entre nouveaux et anciens membres du Conseil Good Food 1. Le **cadre global de la stratégie** est rappelé, ainsi que la **mission et**

les **objectifs du Conseil** participatif. Le rôle du Conseil et son **articulation avec les autres structures** de gouvernance est présenté.

IEB pose la question de **qui compose les GT**. Le secrétariat répond que le Comité de Coordination invite des membres pressentis en fonction du sujet et que ces membres sont invités à compléter la liste lors de la première réunion. En plus de ces membres permanents, d'autres experts sont invités ponctuellement selon le sujet du jour.

Pour assurer une **collaboration efficiente**, les principes de l'Artful Participation sont présentés. Les **sujets hors du périmètre** de discussion du Conseil sont énoncés. Enfin, la question est posée aux membres de savoir ce dont ils auraient **besoin pour établir un vrai dialogue** où les membres du Conseil se saisissent des réunions.

Les propositions suivantes sont récoltées :

- ProVeg : Ne pas poser une question trop large, mais besoin d'un cadre défini sur base duquel la contribution est demandée.
- RDC : Les différents membres ne disposent pas du même niveau d'information (suivant l'énergie et les ressources disponibles pour suivre la stratégie au jour le jour et le turnover au sein de certaines associations). Il faudrait réfléchir à un dispositif pour fluidifier l'échange d'information.
- UCM : La solution n'est pas de surcharger le calendrier en moments de rencontres, comme ça a pu être le cas par le passé.
- Plusieurs ne sont pas au courant du plan de travail vu qu'ils commencent juste comme membres.

La question est reposée en fin de session lorsque les membres ont une meilleure vue sur le contenu. Les membres s'accordent sur la **nécessité** d'une sorte de **newsletter interne** au Conseil qui dresse un topo des avancements (lancement des GT, des AAP, résultats des études,...). Le RABAD complète en ajoutant que les membres eux-mêmes ont des éléments à partager (ex : résultats du GT sur l'évolution du métier). BE rappelle que **tous peuvent contribuer aux news du portail Good Food pour partager leurs actualités**.

Actions à prendre:

- ✓ Entre les réunions, les membres sont invités à poster leurs actualités sur le portail GF et à relayer vers le secrétariat les actualités à porter à l'attention du Conseil.
- ✓ Le secrétariat prépare et envoie une newsletter (sur base des points relayés par les membres et les actualités de l'administration) pour créer un dialogue entre les réunions du Conseil

2. État d'avancement et consultation sur les priorités pour 2024

BE et BEE présentent l'**état d'avancement** des différentes mesures de la stratégie sur les derniers mois et font le lien avec les **priorités pour 2024**.

Pour la liste complète des points présentés, voir le support de présentation.

Axe 1

Notes :

La FEDEAU demande si les **projets pilotes à proximité des logements sociaux** s'arrêtent après un an. BE répond que l'accompagnement des projets pilotes est prévu jusque fin 2024 (soit 18 mois d'accompagnement), en espérant que la production continue. Suite à cette expérience et à celles menées en parallèle par certains projets lauréats de l'AAP CPAS & Communes et l'AAP Inspirons le Quartier, une réflexion sera menée pour définir un **modèle répliquable** à l'échelle de la région.

La SAW-B rappelle de ne pas oublier l'**axe social**. De nombreuses entreprises d'économie sociale sont déjà impliquées dans Good Food et il serait possible de créer des **synergies avec des entreprises d'économie sociale** qui sont déjà actives dans les aménagements aux abords des logements sociaux. Il est préférable de fluidifier ces synergies, et pas juste de les considérer comme des initiatives en parallèle. La SAW-B enchaîne avec une deuxième question : quid de la **commercialisation** de cette production ? Et suivant quelles valeurs (économie sociale ou autres valeurs économiques) ?

Axe 2

Notes :

La FedeAU demande quand est prévu le **début des travaux de FarmCity**. BE répond que les conventions sont en cours de signature. Par après, il faut lancer les marchés publics. Les travaux débuteront **en 2025** et l'occupation précaire continue en attendant.

Le RABAD pose une question sur l'**évaluation du facilitateur B2B**. BE répond qu'un rapport d'évaluation de fin d'année 1 a été réalisé, en plus des rapports intermédiaires lors de chaque réunion de suivi. Par ailleurs, un sondage a été lancé auprès des entreprises qui ont été accompagnées et/ou ont fait appel au helpdesk donc il existe des données sur le niveau de satisfaction. Ces données ne sont pas sur Dot.Simply mais sont disponibles sur demande. L'évaluation semble **a priori positive** pour la 1ère année, et ici on est dans la 2ème année. En 2024, ils verront comment réorienter le dispositif en fonction des marchés à lancer.

La Fédération HORECA insiste sur le **rôle clé de la formation HORECA** et demande avec quel acteur elle sera lancée. BE distingue 2 niveaux : d'une part, c'est en discussion au niveau du politique. D'autre part, BE aimerait lancer un GT en janvier avec les acteurs de terrain (qui avaient été concertés lors de la co-construction). Ce dispositif n'a pas encore été activé. Il a donc été convenu avec le Comité de Coordination que le sujet des formations serait **lancé début 2024**. La Fed Horeca propose de faire partie de ce GT.

La SAW-B souhaite savoir si des **contacts** sont organisés avec la Wallonie **pour les hubs**. BE confirme que les administrations et acteurs de plateforme **des deux autres régions** sont associés à la réflexion, mais ils n'ont pas directement de contact avec les ceintures alimentaires des villes wallonnes. La SAW-B rappelle qu'il existe déjà une expertise au niveau du hub et suggère donc d'en bénéficier pour gagner du temps et ne pas réinventer l'eau chaude.

La SAW-B demande **si les cahiers des charges reprendront des clauses sociales**. BE répond que ces clauses sont incluses **d'office** dans tous les CsC régionaux. La SAW-B propose d'aller plus loin pour GF, et de les mettre en critères d'attribution (comme par exemple, pour la ferme du chaudron).

Le GASAP demande quelles réflexions sont menées au niveau du **B2C**. BE précise que la réflexion sur les filières et les hub est plus large que le B2B, mais qu'il n'existe pas de facilitateur B2C. BE demande s'il y aurait un besoin au niveau de B2C et le GASAP répond que **la vente B2B rajoute de nombreuses contraintes** (ex : AFSCA) **pour le petit producteur par rapport au B2C**. Le GASAP fait le lien avec l'exception alimentaire (qui pourrait faciliter l'accès aux petits producteurs). BE notifie que la Région Bruxelloise ne se positionne pas par rapport à ce sujet.

La FedeAU demande si les **projets Feder visent à mettre en priorité les projets de type Good Food**. BE confirme que c'est bien ce qui est prévu dans la candidature.

La Fevia réagit en demandant **avec quels autres partenaires** a été déposé le projet de cluster d'Hub.brussels. BE précise que tous les acteurs du Good Food seraient concernés puisque la transition est ouverte à tous. Cela ne toucherait pas directement les producteurs, mais plutôt la distribution, la transformation, le transport. BE n'a pas plus d'information mais **la question sera relayée à Hub**.

La Fedeau mentionne le **financement à SociaaGo pour créer un hub d'alimentation durable** et questionne le développement de ce projet. BE propose de transmettre le bilan. BE fait référence à une étude décrivant le besoin à BXL de nombreux hubs (4 régionaux et une dizaine locaux). Donc plusieurs petits hubs locaux ont déjà été soutenus. Le **projet Feder** doit permettre de **soutenir les hubs régionaux de plus grande ampleur**.

Actions à prendre:

- ✓ Le secrétariat questionne Hub.brussels sur les acteurs inclus dans la candidature Feder et revient vers les membres.
- ✓ BE partage le bilan de SociaaGo.

Axe 3

Notes :

L'UCM apprécie l'arrivée de la **cartographie** de l'offre Good Food et des zones carencées car c'était vraiment une des carences identifiées dans GF1.

L'IEB demande dans quel calendrier la cartographie va **orienter l'octroi de subventions** prioritaires. BE prévoit une application dès le 1er appel concerné en 2024. En attendant cette cartographie, BE utilisait déjà des pré-cartes (par exemple, une liste de communes prioritaires dans l'AAP CPAS & Communes).

La FBPS demande si les projets dans les zones carencées seront aussi **priorisation par rapport à ce qui existe déjà**. BE rappelle que GF reste une stratégie globale, donc ce qui existe par ailleurs sera continué et non pas abandonné.

La FEDEAU interroge le **lien entre la cartographie et le label GF**. BE indique que l'offre labellisée et répond aux critères du bottin GF a été considérée comme l'offre de Niveau 1 et qu'un niveau 2 et un niveau 3 ont été pris en considération via une enquête en ligne et des visites de terrain. Cette cartographie doit donner une indication, même s'il ne s'agit pas d'un inventaire complet. Normalement, les producteurs en vente directe sont repris, et si pas, il faudra compléter.

L'UCM pose également la question de savoir pourquoi **Apsia** (franchisés du secteur alimentaire francophone) et leur pendant néerlandophone ne sont pas dans la liste des membres du Conseil.

L'IEB voudrait savoir si les **données et résultats de l'observatoire du prix** seront **disponibles au grand public**. BE confirme que c'est bien l'objectif pour mars 2024, mais ce n'est pas encore le cas actuellement. Au début, ils seront disponibles sur le portail web, et par après, traduits en un outil pour parler au grand public.

Le GASAP demande qui compose cet observatoire. BE a lancé un marché public, donc un **opérateur privé va relever les prix** sur le terrain suivant la saisonnalité, comparer le prix du bio dans différents magasins, etc. BE propose d'envoyer la grille de critères.

La FEVIA fait savoir qu'il existe déjà un **observatoire des prix au SPW économie**. BE précise qu'ici, seul le terrain bruxellois et une liste de produits prédéfinis sont visés, donc ces initiatives sont complémentaires.

ProVeg ressent une motivation chez les **cantines de collectivité** et demande s'il existe des formations ou un inventaire de leurs demandes ? BE ne ressent pas tellement cette demande. Plusieurs communes sont en attente pour labelliser les écoles mais sinon, il y a peu de cantines candidates à la labellisation. Le critère grammage de viande a été réduit, et depuis, plusieurs acteurs se sont retirés. Il faut trouver un équilibre entre la transition des secteurs et les ambitions de GF.

L'IEB serait demandeur de savoir **combien de cantines** (écoles, maisons de repos, et toutes cantines collectives) travaillent **en autonomie VS en gestion concédée** ? BE propose de transmettre ces infos et clarifie : les cuisines centrales (type Sodexo) ne sont pas à diaboliser car plusieurs proposent une offre GF.

Le SAW-B questionne le **manque de popularité du label cantines**. BE propose plusieurs explications : l'attestation de contrôle pas encore disponible, la question de la viande, les craintes par rapport au coût (même s'il existe un accompagnement pour une balance neutre), le contexte covid qui a diminué fréquentation des cantines,... Tout cela n'aide pas à une démarche volontaire. La SAW-B confirme que les gestionnaires de cantines sont souvent très pris dans leur quotidien. Dès que ça touche à de l'administratif, il faut les prendre par la main et faire à leur place. Ce serait également lié au rapport gain/investissement par rapport à la démarche. Qu'est-ce qui permettrait de motiver plus ?

ProVeg termine en indiquant que certaines cantines (ex : hospitalières) trouvent cela compliqué de **travailler avec une cuisine centrale** (qui ne répond pas toujours à leur demande).

Le GASAP propose de rajouter la dimension sociale dans le label GF. Est-ce que le **prix rémunérateur** n'est pas une dimension oubliée ?

Actions à prendre:

- ✓ BE envoie la liste de critères utilisés pour l'observatoire des prix.
- ✓ BE partage les chiffres sur le nombre de cantines en gestion autonome et concédée.

Axe 4

Notes :

RDC demande quand la liste des **lauréats du 1er appel à projets** sera finalisée. La FDSS confirme que beaucoup d'associations n'ont pas de retour. BE informe que les procédures administratives ont très compliquées cette année et que le sujet sera programmé au gouvernement **d'ici 3 semaines**. Il n'y aura pas de communication officielle d'ici là.

L'UCM pose la question des **projets dans les écoles**. BE détaille 2 actions : un appel à projets pour les écoles pour un accompagnement des classes/écoles sur les potagers et le projet "Jim Carotte" centré sur la transition de la boîte à tartines.

RDC indique que le 1er groupe de réflexion pour financer des projets dans l'**approche par quartiers** a été arrêté. Il remarque que la mesure est « en attente » dans Dot.simply. BE informe que l'année budgétaire a été serrée pour les administrations (tout comme pour la population). Ce projet n'a **pas le budget planifié**, ni en 2023 ni en 2024.

Transversal

Notes :

Le RABAD demande si le **portail pour les professionnels** est opérationnel. BE confirme, et invite les membres à signaler les bugs qui pourraient éventuellement être constatés.

Consultation des membres

À la suite de la présentation de BE & BEE, les membres sont invités à réagir suivant trois axes :

- Les questions encore en suspens / les points à clarifier
- Les bonnes nouvelles / les points positifs certainement à garder
- Les manques / les points encore à améliorer

Leurs contributions sont détaillées ci-dessous :

Question / clarté	Bonne nouvelle / positif	Manque / a améliorer
<ul style="list-style-type: none"> ▪ FBPS: quelle articulation avec le PSSI ? ▪ FDSS: débat sur l'exception alimentaire ? ▪ Projet école: quels partenaires impliqués ? ▪ ProVeg: mieux comprendre les décisions et le contexte budgétaire ▪ SAW-B: à quoi va servir l'observatoire des prix ? Comment stimuler l'alimentation durable ? ▪ AIA : clarifier les axes/projets communs entre les différentes stratégies régionales ▪ IEB: création de régies publiques agricoles ▪ IEB: pour les projets FEDER, quelle participation ? Appel d'offre public ? ▪ IEB: fruits: autoriser la collecte: encadrement ? 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ RABAD: monitoring mais plus de transparence ▪ AIA: super d'avoir accès à Dot.simply pour accès en temps réel ▪ RDC: Dot.simply est prometteur mais quid de qui l'utilise ? ▪ UCM: formation HORECA ▪ Cartographie GF ▪ Priorités en phase avec celles du secteur HORECA 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ FBPS : approche par quartier: travail avec professionnels & relais ▪ RDC: quid de la réflexion sur la mesure ACC01 d'approche par quartier pour 2025 ? ▪ AIA: approche par quartier est nécessaire pour cohérence générale ▪ Cultures et Santé : Ciblage proactif des acteurs existants (ex: grands marchés non-bio à BXL) ▪ SAW-B : lien transition vers des modèles économiques durables (y compris social) dans le développement des filières ▪ SAW-B: impliquer + encore les entreprises d'économie sociale (d'insertion) ▪ AIA : créer un département consacré à GF inter-administration ou BE ?

<ul style="list-style-type: none"> ▪ Cultures et Santé : quels liens avec les actions de plaidoyer en 2024 ? 		<ul style="list-style-type: none"> ▪ AIA: manque un budget adapté aux ambitions de la stratégie GF2 ▪ ProVeg: importance accordée à l'axe 4 semble plus faible par rapport aux autres ▪ RDC: outil qui permet de clarifier les liens entre PSSI (et autres plans) et GF2 ▪ RDC : outil grand public qui croise les AAP, les calendriers et descriptif simple ▪ Proveg & GASAP: qui des transmissions des liens entre partenaires entre les régions ? ▪ FDSS: experts extérieurs (neutres) et cas inspirants d'ailleurs pour nourrir le conseil <i>Note : prévu dans le ROI</i> ▪ UCM : communication pour meilleure visibilité accompagnement GF B2B ▪ FEVIA: ne pas oublier dans la démarche les PME alimentaires à BXL: conditions favorables et accompagnement (énergie, innovation,...) ▪ RABAD: réfléchir à des actions spécifiques pour les transformateurs ? ▪ Label GF: quels incitants concrets il représente ? Stimuler les incitants concrets (fiscaux, accès à certaines filières,...) ▪ SAW-B : success story pour valoriser les résultats (et échecs) via des gens du terrain qui expliquent leur parcours
---	--	---

Actions à prendre:

- ✓ L'administration et le secrétariat font le suivi des points sur lesquels il est possible d'apporter une réponse.

3. Assemblée citoyenne

BE présente l'**assemblée citoyenne pour le climat**, sa composition et son calendrier de travail.

IEB propose que le **Conseil travaille sur les résultats**/recommandations qui émaneront de l'assemblée citoyenne (quitte à la infirmer). BE les tiendra informés des résultats.

La FedeAU mentionne avoir été sollicitée pour **faire partie du comité d'accompagnement** et a été surprise par sa **composition** (qui a évolué depuis) avec des acteurs éloignés sur la question. Elle aurait préféré que la coordination de l'assemblée fasse des liens avec l'équipe Good Food de BE et le Conseil. Joelle a été sollicitée par la **division Energie** de BE pour proposer des noms, mais ils ont fait leurs propres choix. Au final, quelques membres du Conseil joueront un rôle, soit dans le comité d'accompagnement, soit en tant qu'expert.

4. Divers

GT

Notes :

La FDSS pose une question de clarification sur le **GT Grande distribution**. BE précise qu'ils ne cherchent pas forcément à signer un accord de coopération avec les fédérations (comme indiqué dans la stratégie). D'autres **pistes d'action** sont envisagées, y compris un travail direct avec des enseignes.

Le secrétariat rappelle que les **PV des GT sont accessibles sur la plateforme Good Food** et que les résultats seront partagés en fin de parcours avec le Conseil.

La SAW-B souhaite échanger avec le responsable du GT Déchets organiques en lien avec des projets de valorisation des déchets verts en entreprises sociale. BEE lui propose de se mettre en contact.

RDC propose comme sujet pour un GT du Conseil de remettre sur la table l'**approche par quartier** via des outils complémentaires en 2024.

Mémoire/note d'intention

Notes :

La FedeAU propose que le Conseil remette un **avis d'initiative ratifié** par tous les membres pour **rappeler l'importance de l'alimentation durable en vue des prochaines élections**. Les autres membres approuvent et plusieurs s'engagent à réagir sur base d'une proposition envoyée par le secrétariat. Plusieurs propositions sont faites pour étayer cette note :

- L'alimentation touche toute la population et énormément d'emplois à BXL. Il faut un budget qui permettent de **suivre les ambitions sur la continuité**. Sinon, l'ambition est freinée par le manque de budget et des coupes dans les ressources humaines.
- **Améliorer la qualité de l'alimentation a des répercussions au-delà de l'assiette, et notamment sur la santé, l'environnement, l'emploi,...** Un investissement d'un côté aura un impact positif sur le budget de l'autre côté et contribue à une politique d'amélioration du cadre de vie. Il en va de la responsabilité politique sur l'avenir d'assurer un développement durable à moyen/long terme.
- Il faut rappeler le **lien entre la stratégie GF et les autres plans régionaux** de DD/Santé, et le travail de l'Assemblée citoyenne.
- Il faudrait éviter que la note soit remballée si elle n'est pas nourrie par des **argumentaires techniques et chiffrés**, mais il est très compliqué d'obtenir ces données. Une piste pourrait être de comparer l'allocation des budgets régionaux par rapport à l'importance de l'alimentation.
- L'objectif de la note est de créer un mouvement, et de **faire le lien avec les pistes d'action proposées dans les mémoires des différentes associations**.

La Fed HORECA demande si les **budgets de GF** sont garantis d'une législature à une autre. L'administration n'a aucune garantie puisqu'il s'agit d'une stratégie volontaire (ne résultant pas d'une obligation européenne ni autre)

Actions à prendre :

- ✓ Le secrétariat propose un calendrier de rédaction pour aboutir en mars.
- ✓ Le secrétariat élabore une première version de la note d'intention dans un document partagé.
- ✓ Les membres sont invités à commenter cette note pour alimenter une deuxième version révisée.

Modalités pratiques

Notes :

Le secrétariat demande aux membres de désigner **deux personnes de contact** par organisme. Ces deux personnes seront invitées aux réunions (pour s'assurer qu'au moins un membre participe) et recevront un accès à Dot.Simply.

Les **réunions** du Conseil pour 2024 sont à **planifier**. Les membres proposent de décaler légèrement le calendrier suivant le calendrier électoral.

Actions à prendre :

- ✓ Le secrétariat envoie rapidement un save-the-date pour les prochaines réunions le 8 février, le 27 juin et 24 octobre 2024
- ✓ Le secrétariat envoie le PV de la réunion.
- ✓ Les membres sont invités à répondre au mail du secrétariat avec les coordonnées (adresses mail) des 2 personnes de contact désignées par organisme.